



HAL
open science

Introduction

Sebastien Boulay, Francesco Correale

► **To cite this version:**

Sebastien Boulay, Francesco Correale. Introduction. Boulay Sébastien; Correale Francesco. Sahara Occidental: conflit oublié, population en mouvement 2018, Presses de l'Université François Rabelais de Tours, pp.13-32, 2018, 978-2-86906-688-5. hal-03722537

HAL Id: hal-03722537

<https://hal.science/hal-03722537>

Submitted on 20 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Ce livre part d'un constat en soi paradoxal : comment expliquer que la recherche en sciences humaines et sociales sur le Maghreb et l'Afrique du Nord, en France, garde un silence embarrassant sur la question du Sahara Occidental, qui pourtant envenime depuis quarante ans les relations algéro-marocaines et, par extension, impacte la qualité des relations entre l'Europe et le Maghreb ? Doit-on mettre en cause un manque d'intérêt des jeunes chercheurs face à une question géopolitique qui « vieillit » ou qui serait passée de mode ? Les institutions scientifiques et académiques françaises n'ont-elles pas une lourde responsabilité dans l'« oubli » de ce conflit, en relayant plus ou moins consciemment la position diplomatique des gouvernements français successifs sur ce dossier ? Ou bien est-ce la présence d'importantes populations originaires du Maroc et de l'Algérie en France qui tend à neutraliser cette question en accentuant la chape de plomb qui pèse sur cet épineux dossier qui divise encore les peuples du Maghreb, jusque dans leurs diasporas ?

Il nous a semblé que cet ouvrage pouvait rompre ce silence assourdissant et contribuer à transformer une question éminemment géopolitique et humanitaire en une question académique porteuse. Car, en effet, notre objectif est non seulement d'informer le public académique français du dynamisme de la recherche internationale, anglophone et hispanophone notamment (Boukhars et Roussellier 2013 ; Fiddian-Qasmiyeh 2014 ; Barreñada Bajo et Ojeda García 2016 ; Wilson 2016c ; Ojeda García, Fernández-Molina et Veguilla 2017) sur cette question, mais aussi de susciter de nouvelles vocations auprès d'étudiants intéressés par le terrain nord-africain. La meilleure

façon d'atteindre ces objectifs consistait à proposer un état des lieux de la production scientifique contemporaine sur le Sahara Occidental et à identifier des pistes de collaboration pour l'avenir. L'autre objectif de cet ouvrage est d'affranchir la question du Sahara Occidental des postures militantes classiques en recentrant plus rigoureusement les discussions autour de contenus scientifiques pouvant contribuer à améliorer la compréhension du conflit, jetant une nouvelle lumière sur les phénomènes de recomposition sociopolitique qui traversent toute la région maghrébine et ouest-saharienne.

Cette question de la liberté d'analyse et de parole du chercheur est importante à évoquer car lorsqu'on travaille sur ce type de « terrain », on est quasi systématiquement étiqueté comme proche d'une des deux parties et inévitablement sensible à la situation des populations (Boulay 2017a). Toute la difficulté pour les chercheurs est donc de parvenir à dissocier leur propre ressenti individuel d'une démarche scientifique qui exige un effort de distanciation permanent vis-à-vis du terrain et des problèmes très lourds vécus par les populations enquêtées; en même temps, il s'agit d'assumer également la subjectivité de sa propre recherche (Giddens 1991; Ratner 2002; Drapeau 2002; Blanchet 2009) et la forme d'engagement qu'elle peut prendre (d'une empathie distanciée à une posture militante affichée et assumée, pouvant passer par une collaboration directe entre le chercheur et les institutions officielles). En « terrain sensible » (Albera 2001; Bouillon *et al.* 2005; Bouju et Ayimpam 2015), la posture adoptée par le chercheur va lui ouvrir des portes tout en lui en fermant d'autres : les différentes postures des chercheurs donnent ainsi accès à différentes réalités et à différentes facettes du conflit. Cette diversité de sensibilité des chercheurs constitue, non pas une limite à la connaissance du conflit, mais bien au contraire une richesse, qui transparaît dans cet ouvrage.

Enjeux historiographiques

La dénommée « question du Sahara Occidental » a été étudiée par des chercheurs relevant de différentes disciplines mais souvent la littérature produite n'aspireait qu'à répondre à la question de savoir si le Sahara Occidental était partie intégrante du Maroc ou s'il constituait une entité distincte et indépendante, question rappelant celles adressées à la Cour internationale de

justice (CIJ) siégeant à La Haye en 1974¹. Ainsi, le thème a souvent été décliné en termes d'identité des populations et de souveraineté du territoire, engendrant un duel entre les partisans de l'indépendance du peuple sahraoui (Miské 1978; Barbier 1982; Vergniot 1989; ou, plus récemment, Es-Sweyih 2001) et les partisans de son rattachement au Royaume du Maroc (Gaudio 1975 et 1978b; Laroui 1976; Cagne 1986). Ce duel, quantitativement assez riche, a souvent abouti à des interprétations nettement manipulées en fonction de l'une ou de l'autre thèse. Cette dichotomie reprenait, dans un certain sens, celle de l'époque coloniale entre, d'un côté, les auteurs français qui s'empressaient de souligner comment la présence espagnole dans l'Ouest saharien gênait les intérêts de la République (De La Chapelle 1930; Désiré-Vuillemin 1962) et, de l'autre, les auteurs espagnols dont, surtout pendant l'époque franquiste, l'une des caractéristiques principales était la dénonciation de l'expansionnisme de la France qui s'était manifesté au moment du partage territorial de la région entre les deux pays (traités de 1904 et de 1912), privant l'Espagne d'une bonne partie de ce qu'elle estimait être « son Sahara » (García Figueras 1941). Par ailleurs, cette même dichotomie s'était reproduite au moment des revendications marocaines inscrites dans la théorie du « Grand Maroc ». À cette époque, les partisans d'une Mauritanie indépendante (Marchat 1957 et 1959; Désiré-Vuillemin 1960; De La Serre 1966) s'affrontaient aux pro-Marocains (du Puigadeau 1962; ou, plus tard, Gaudio 1978b). Or ce débat aussi riche que passionné a engendré la production d'une connaissance quelque peu biaisée : si, d'un côté, il a eu le mérite de susciter des recherches sur la Mauritanie et le Sahara Occidental, de l'autre, tout élément qui ne pouvait servir l'une des deux thèses était superficiellement abordé, sinon totalement ignoré, générant d'importantes lacunes dans la connaissance de l'Ouest saharien et de ses populations.

1. Les deux questions adressées à la CIJ, par l'intermédiaire du secrétaire général des Nations unies, étaient les suivantes : « I. Le Sahara occidental (Río de Oro et Sakiet El Hamra) était-il, au moment de la colonisation par l'Espagne, un territoire sans maître (*terra nullius*) ? » Si la réponse à la première question était négative : « II. Quels étaient les liens juridiques de ce territoire avec le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien ? » (avis consultatif de la CIJ en ligne : <http://www.icj-cij.org/files/case-related/61/6195.pdf>, consulté le 3 avril 2017). Pour la réponse de la CIJ et l'analyse de ses conséquences, voir le texte de Carlos Ruíz Miguel dans cet ouvrage.

Ces lacunes touchent non seulement la compréhension du présent, mais également l'analyse du développement du conflit et de ses origines. Si les études francophones et anglophones sur la période coloniale espagnole sont très rares², des ouvrages en espagnol sur le thème n'ont été publiés que durant ces quinze dernières années (Bárbulo 2002; García 2002; De Dalmases 2016), ne faisant souvent qu'effleurer l'organisation coloniale espagnole ainsi que la nature de la relation coloniale. Cela ne signifie pas que de grandes synthèses sur l'histoire du Sahara Occidental n'aient pas vu le jour (Rezette 1975; Hodges 1983; Damis 1983; Diego Aguirre 1988; Fernández Aceytuno 2001). Cependant, rares sont les ouvrages qui s'appuient sur un examen systématique des archives coloniales (Martínez Milán 2003; Barona Castañeda 2004), parfois combiné à des enquêtes de terrain, pouvant donner un nouveau souffle aux études historiques sur le Sahara Occidental et ouvrir de nouvelles perspectives.

Font exception dans ce panorama les monographies ethnographiques qui, relativement aux populations du Sahara Occidental, renouent avec l'œuvre de l'anthropologue espagnol Julio Caro Baroja, premier à réaliser une étude de terrain dans les années 1950 (publiée en 1955, puis rééditée en 1990 et 2008), lorsque le territoire était encore sous domination espagnole. Au cours des années 1970 c'est à Sophie Caratini (1989a et 1989b) que revient le mérite d'avoir mené une étude ethno-historique sur l'un des groupes les plus importants du Sahara Occidental, les Rgaybāt, à partir toutefois du terrain mauritanien. Il faut remarquer que depuis fin 1975 le conflit a rendu très difficile l'accès au territoire de l'ancienne possession espagnole. Ainsi, les populations autrefois nomades de la région, qui ne se souciaient guère des frontières, ont été souvent étudiées depuis l'extérieur du territoire disputé, comme l'a fait par exemple Alberto López Bargados dans sa monographie sur les Awlād Dalīm (2003). Certains chercheurs ont pu bénéficier d'un accès facilité au terrain, comme Rahal Boubrik qui publie en 1999 une étude sur la Fadiliyya, qui peut être classée dans les monographies ethno-historiques, ou Mustapha Naïmi avec son ouvrage sur les populations Takna (2004) et deux livres plus récents (2013 et 2016) proposant une analyse

2. Voir les travaux récents d'Evrard (2014) et Catala (2015), à partir d'une perspective mauritanienne pour la première et de relations internationales pour le second; et pour les anglophones, voir le travail assez daté de Mercer (1976) et celui bien plus récent de Besenyő (2010).

des compétitions politiques et territoriales au sein des groupes peuplant le Sahara Occidental dans le temps long.

Les contributions qui figurent dans la première partie de l'ouvrage témoignent des nouveaux terrains susceptibles d'être investis eu égard à l'histoire du Sahara Occidental, travaux qui se trouvent au croisement de l'histoire et de l'anthropologie. Ainsi, Alberto López Bargados nous offre le portrait biographique d'un commerçant Takna, Ali Boaida, un personnage caractérisé par une certaine ambivalence, qui n'est d'ailleurs pas un attribut isolé dans cette société nomade du Sahara Occidental se signalant par de fortes capacités d'adaptation aux aléas politiques. Boaida, qui en réalité conserve une trajectoire cohérente avec son métier, joue un rôle de premier plan dans les événements qui secouent le Sahara Occidental et la région d'Ifni entre 1956 et 1958. Il devient ainsi le premier gouverneur de la région de Tarfaya récupérée par le Royaume marocain à partir d'avril 1958. Cependant, il est très vite forcé de quitter son poste car, mal accueilli par les populations locales, il ne se montre pas capable d'assurer un plus fort contrôle du territoire ainsi que les autorités marocaines le souhaiteraient. Il ne disparaît pas toutefois de la scène politique, et on le retrouve donc à El Ayoun, au lendemain de la Marche verte (1975), avec les troupes marocaines. Dans un certain sens, sa trajectoire traverse tout autant qu'elle éclaire les différentes recompositions territoriales et politiques de l'Ouest saharien, depuis les débuts de sa vie publique, au moment de la guerre civile espagnole (1936-1939), jusqu'à l'époque contemporaine.

C'est sur l'extension et l'importance de ces recompositions qu'insiste, pour sa part, le texte de Francesco Correale qui analyse les reconfigurations des territoires ouest-sahariens dans la longue durée. Ce texte est consacré aux découpages territoriaux déterminant la fragmentation du *trāb al-Bidān*, le territoire des « Blancs » ou « Maures », dénomination étendue à l'ensemble de la population ouest-saharienne hassanophone. Cette fragmentation n'est pas un fait historique lointain : elle se reproduit continuellement dans les recompositions territoriales engendrées par l'invasion du Sahara Occidental, puis au cours de la guerre et après le cessez-le-feu du 6 septembre 1991. En témoigne le différend survenu mi-août 2016 à Guerguerat, dernier point contrôlé par les forces marocaines au sud de la zone qu'elles occupent. Après le retrait des forces marocaines en février 2017 et celui d'un petit contingent du Front Polisario en avril 2017, des regains de tension ont vu le jour en juillet de la même année et finalement au début du mois de janvier 2018. Les enjeux

de ces « escarmouches » diplomatiques sont importants : pour le gouvernement marocain, il s'agit de faire preuve de sa souveraineté sur l'ensemble du territoire revendiqué jusqu'à la frontière mauritanienne tandis que, pour le Front Polisario, l'affaire de Guerguerat constitue l'occasion de réaffirmer sa détermination à exercer son pouvoir sur les territoires « libérés » vis-à-vis du Royaume du Maroc mais surtout de la communauté internationale³.

C'est dans un questionnement du même ordre sur la construction des territoires et des frontières, mais focalisé sur la dimension urbaine de l'espace, que s'inscrit la contribution de Romain Simenel sur les recompositions sociales et démographiques de la localité (aujourd'hui ville) de Boujdour au début de la guerre. L'auteur soutient qu'à partir de l'entrée des forces militaires marocaines dans la ville, Boujdour connaît un essor qui est le fruit, dans un certain sens, des politiques d'assimilation mises en place par les nouvelles autorités qui auraient permis une mixité sociale entre les familles sahraouies et les nouveaux arrivants. La toile de fond de ce développement reste, d'après Romain Simenel, la lutte pour le ralliement des populations sahraouies à la cause annexionniste marocaine au détriment du projet nationaliste incarné par le Front Polisario. Le succès remporté par le Maroc dans cette entreprise aurait contribué non seulement à développer la ville en tant que structure urbaine mais aussi à assurer la « marocanisation » de cette partie du territoire, bien que des traditions culturelles sahraouies, en partie héritées aussi de l'époque de la présence espagnole, continuent de subsister.

De fait, il pourrait s'agir du même type de mixité évoquée par Enrique Bengochea Tirado. Tout en explorant la question du genre dans la société sahraouie au cours de la période coloniale, l'auteur analyse également les logiques et la politique d'assimilation des populations sahraouies par l'Espagne. Pour ce faire, les autorités mettent en marche un processus de folklorisation de la culture locale, folklorisation destinée à devenir l'une des composantes de la

3. Sur l'affaire de Guerguerat, voir notamment les articles du journal marocain *Le Desk* (<https://ledesk.ma/search/guerguerat/>) du média algérien TSA (<https://www.tsa-algerie.com/?s=Guerguerat>) ou encore du quotidien français *Le Monde* (https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/02/le-maroc-denonce-des-incursions-du-front-polisario-au-sahara-occidental_5279580_3212.html) et http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/02/27/le-maroc-se-retire-d-une-zone-contestee-au-sahara-occidental_5086147_3212.html).

mosaïque des cultures régionales espagnoles, le Sahara Occidental perdant, à partir de 1958, son statut de colonie pour acquérir celui de 53^e province de l'État espagnol. Pour mettre en œuvre cette politique, le gouvernement franquiste utilise les institutions du régime et notamment la Section Féminine, branche féminine de la Phalange espagnole, parti unique d'inspiration fasciste fondé en 1933. L'auteur soutient que ces politiques finissent par créer une hiérarchie de genre typique du catho-fascisme espagnol qui se superpose à une hiérarchie plus classique entre colonisateur et colonisé, et qui finit par bouleverser les mécanismes de régulation des relations de genre propres à la société sahraouie. Reste à comprendre comment, par exemple, les politiques de la Section Féminine ont pu paradoxalement influencer le développement d'une conscience nationaliste chez les femmes sahraouies qui s'exprimera pleinement dans leur adhésion au mouvement nationaliste de la fin des années 1960, puis au Front Polisario après 1973.

Bataille juridique

L'application du droit international au Sahara Occidental reste le « lieu » de confrontation des parties et de leurs alliés, provoquant des altercations entre les deux parties ou l'une des deux parties et la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO). Si cette dernière, qui demeure la seule entité garante du maintien du cessez-le-feu de 1991, a été graduellement vidée de sa mission principale (l'organisation du référendum d'autodétermination), notamment après la crise de 2016⁴, elle n'est pas mise dans les conditions d'assumer d'autres missions telles que la sauvegarde du respect des droits de l'homme à la fois dans les zones contrôlées par le Maroc et les camps de réfugiés sahraouis à proximité de Tindouf. Cette question des contours des missions de la MINURSO est justement abordée par Carolina Jiménez Sánchez dans cet ouvrage, dans le cadre

4. Voir à ce sujet un article du *Courrier international* (<https://www.courrierinternational.com/article/sahara-occidental-les-dessous-du-bras-de-fer-entre-mohamed-vi-et-ban-ki-moon>, consulté le 23 mars 2018) et un article de Middle East Eye (<http://www.middleeasteye.net/fr/analyses/maroc-minurso-retour-la-case-d-part-508992403>, consulté le 23 mars 2018).

d'une réflexion plus large sur les voies juridiques et politiques de sortie des différentes impasses actuelles. Doit-on aller vers une administration internationale du territoire ? Est-il utile de relancer les rounds de négociations de Manhasset entre le Front Polisario et le Maroc dans une telle situation de bras de fer ? Comment faire accepter par les parties l'élargissement du mandat de la MINURSO à la surveillance des droits de l'homme sur le territoire ? Ces impasses, très bien documentées par Carolina Jiménez Sánchez, trouvent dans la contribution de Yahia H. Zoubir une parfaite mise en contexte géopolitique. La contribution de ce chercheur en sciences politiques explique en effet les stratégies, concurrentes ou convergentes, de trois acteurs diplomatiques clés qui pèsent lourdement sur le règlement du conflit : la France, principale alliée du Maroc au Conseil de sécurité des Nations unies, l'Espagne, ex-puissance coloniale toujours considérée aujourd'hui comme « puissance administrante » au regard du droit international, et les États-Unis qui ont tenté de faire évoluer le dossier de la surveillance des droits de l'homme sous l'administration Obama (2008-2016).

Si, comme nous l'explique le juriste Carlos Ruíz Miguel dans un chapitre de mise au point sur les discussions juridiques qui ont émaillé le conflit, les instances onusiennes n'ont cessé de rappeler depuis les années 1960, avant même le départ de l'Espagne du territoire et à travers les différentes résolutions du Conseil de sécurité, le statut juridique du Sahara Occidental et notamment l'obligation de sa décolonisation, force est de constater que la *realpolitik* a jusqu'à présent empêché l'application du droit international dans toutes ses dimensions. Toutefois, on a vu ces dernières années que les batailles juridiques à Bruxelles (ressources naturelles) ou à Genève (droits de l'homme) pouvaient avoir des implications politiques directes et que les droits et leur défense constituaient un levier politique central dans l'évolution du conflit et des stratégies des parties.

Le meilleur exemple en est sans doute, dans le champ des ressources naturelles⁵, le jugement rendu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), le 27 février 2018, invalidant les accords de pêche entre l'UE et l'État

5. Cette question des ressources naturelles du Sahara Occidental est régulièrement documentée par l'action de Western Sahara Resource Watch, structure indépendante qui réalise un travail de veille sur l'exploitation et l'exportation de ressources minières, halieutiques, électriques provenant de ce territoire non autonome.

marocain concernant le Sahara Occidental au motif de l'absence de souveraineté marocaine sur ce territoire. Ces batailles juridiques, en revenant aux sources du droit international et des différentes résolutions de l'ONU, rappellent à l'actualité internationale les bases légales du règlement du conflit et, ce faisant, bousculent sa géopolitique puisque ces décisions de la CJUE ont des effets immédiats sur l'importation de produits en provenance du territoire.

Il en va autrement des droits économiques, sociaux et culturels (ESC) qui sont considérés comme des droits de « seconde génération », puisque, comme l'explique Delphine Lourtau dans cet ouvrage, ces droits ne sont pas directement justiciables et peuvent n'être appliqués que progressivement par les États selon leurs capacités, contrairement aux droits civils et politiques dits de « première génération ». Cette auteure rappelle toutefois que ces droits ont récemment connu un regain d'attention, notamment de la part d'agences onusiennes comme le Conseil des droits de l'homme, qui est désormais en capacité d'interpeller les États sur leur respect des pactes internationaux – tel le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) – dont ils sont signataires. Suite à un rapport déposé en 2014 par un collectif d'universitaires et d'acteurs de la société civile, le Comité des droits ESC de l'ONU a ainsi réaffirmé l'importance de respecter le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, son droit à décider et à jouir de ses ressources naturelles. Mais il a également pour la première fois évoqué les impacts du mur, dit « Berm », une succession de six remblais minés et militarisés pour un total d'environ 2 700 km de long, construits par l'armée marocaine dans les années 1980 et qui divisent longitudinalement le territoire en deux entités hermétiques.

Occupation, répression, lutte pacifique

Les droits à une vie culturelle, à une éducation dans sa langue, à un emploi et à une vie matérielle digne sont de fait liés aux droits fondamentaux de liberté d'expression et de circulation, des droits qui sont encore largement entravés par les pouvoirs de part et d'autre du mur marocain. À l'heure où nous écrivons ce texte, encore une cinquantaine de détenus d'opinion sahraouis demeure dans les prisons marocaines, dont les 19 du groupe de Gdeim Izik, arrêtés juste après le démantèlement du campement du même nom, installé

à quelques kilomètres d'El Ayoun en octobre-novembre 2010, et condamnés en février 2013 par un tribunal militaire à des peines très lourdes allant jusqu'à la perpétuité, peines maintenues lors d'un second procès civil en juillet 2017. Du côté des camps de réfugiés et de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), opposition et critique demeurent difficiles tant les dirigeants historiques du Front Polisario peinent à laisser la place aux voix divergentes relativement aux choix politiques et à la gouvernance des camps; où également la transition du pouvoir entre les fondateurs et premiers combattants du mouvement et les jeunes générations, qui n'ont pas participé à la guerre du Sahara Occidental (1975-1991), ne semble que faiblement amorcée.

Parallèlement, les violations des droits de l'homme⁶ quasi quotidiennes dans les territoires occupés par le Maroc nourrissent un mouvement de résistance pacifique de plus en plus visible depuis l'intifada des jeunes collégiens et lycéens sahraouis de 2005. Ce mouvement, porté par des figures de la lutte indépendantiste comme Aminatou Haidar, Sidi Mohamed Deddech (le plus vieux prisonnier politique sahraoui, libéré en 2001 après 22 années de captivité) ou Ali Salem Tamek, a eu tendance à porter le conflit au cœur de la zone sous contrôle marocain depuis une dizaine d'années et ainsi à orienter les projecteurs des rares observateurs étrangers sur cette zone où la présence de populations migrantes venues du Maroc ne cesse de s'accroître grâce à d'ambitieuses politiques de développement des infrastructures (habitat, routes, télécommunications...), de subventionnement de l'économie et d'exploitation des ressources naturelles.

Dans le présent ouvrage, Joanna Allan analyse l'impact des discours orientalistes relatifs aux femmes musulmanes en Occident sur les rapports de force dans les territoires occupés par le Maroc, discours qui suscitent, du côté de la résistance sahraouie, des processus de construction des femmes sahraouies en figures héroïques de mères-martyres, comme Aminatou Haidar, auteure d'une retentissante grève de la faim en 2009, ou Tekbar Haddi, dont le fils Mohamed Lamine Haidala a été assassiné en février 2015. Selon Joanna Allan, cette construction sahraouie n'est pas nouvelle et est apparue dès la fin de la période coloniale espagnole. Du côté des autorités marocaines, elle

6. Ces violations ont été rigoureusement documentées par une équipe de recherche espagnole (Martín Beristain et González Hidalgo 2012).

a donné lieu à un changement de stratégie consistant à limiter la présence des femmes dans les prisons afin de soigner l'image du Maroc en Occident, tout en faisant passer la répression sur les femmes activistes sahraouies par d'autres canaux (intimidations, menaces sur leurs enfants, saccages de foyers, tabassages en pleine rue...).

Ces analyses rejoignent celles de Sébastien Boulay qui interroge l'omniprésence physique des activistes sahraouies dans les productions web en provenance des territoires occupés par le Maroc et la quasi-absence de volonté de dissimulation d'actes de violence de la part des forces de l'ordre marocaines ciblant les femmes sahraouies qui osent manifester dans l'espace public et sous les caméras des activistes des médias. Repartant des travaux de Michel Foucault, il analyse finalement ces vidéos de policiers « à l'œuvre » comme les manifestations assumées d'un cérémonial de souveraineté royale et le corps (supplicié) des femmes sahraouies comme la figure symétrique du corps du roi tout-puissant. La répression sur les militantes sahraouies ne viserait pas tant à rétablir un ordre qu'à rendre « infâmes » celles qui en sont les victimes et à faire éclater la réalité du « surpouvoir » monarchique. Ajoutons que ce dispositif répressif se double d'un verrouillage très net du territoire depuis quelques années : observateurs internationaux, avocats, élus, journalistes, activistes des droits de l'homme, chercheurs missionnés sont régulièrement intimidés voire expulsés du territoire, rendant très difficile toute communication avec l'extérieur.

Pourtant, cette résistance sahraouie intervient dans un contexte où l'État marocain déploie des moyens colossaux pour occuper le territoire et des stratégies politiques qui consistent notamment à mobiliser et à coopter les élites politiques sahraouies. Victoria Veguilla del Moral examine la participation des notables sahraouis dans la vie politique marocaine à partir d'une analyse des élections de septembre 2015 à Dakhla. D'après cette auteure, les élections révèlent un certain nombre de processus sociaux et politiques qui, dans le cas du Sahara Occidental, permettent aux Sahraouis de « faire de la politique » malgré l'irrésolution du conflit. Par l'analyse des campagnes électorales et du déroulement des scrutins, il est possible de déceler les enjeux politiques et sociaux qui structurent chacune des élections – locales et régionales – et qui posent la question de la possibilité d'une vie démocratique normalisée dans un contexte d'occupation, *via* les partis politiques marocains traditionnels. Les acteurs du panorama politique de la zone occupée se retrouvent donc

imbriqués dans des registres très différents – individuel, tribal, local – qui exigent d'une part la nécessité d'entrer dans le jeu politique afin de préserver une « place hégémonique » dans les différentes territorialités des élections et d'autre part de « résister » de différentes manières, en exploitant les contradictions du système politique marocain.

Du côté des camps de réfugiés sahraouis, la situation de « ni guerre ni paix » héritée du cessez-le-feu de 1991, affecte la vie sociale et l'attachement à la cause, qui vont désormais s'exprimer sous d'autres formes. Ainsi, examinant les acquis, les contradictions et les évolutions de la vie dans les camps depuis leur création, Alice Wilson souligne les efforts accomplis par la population des camps pour entretenir la tension « révolutionnaire », dans un contexte contemporain ouvert à l'économie de marché. Elle met ainsi en relief l'épuisement des réfugiés dont les activités, auparavant consacrées à la cause nationale, ont fini par assumer un caractère de plus en plus individualiste, visant d'abord à l'amélioration des conditions de vie. Alice Wilson compare cet épuisement des populations à l'« épuisement des combattants », sentiment de lassitude suscité à la fois par les conditions de l'exil et par le relâchement de la tension révolutionnaire. Il reste que les acquis de la révolution sociale impulsée depuis 1973 demeurent prégnants dans la vie des camps.

Frontières, refuge, migration

Parmi ces acquis figure le rôle des femmes sahraouies dans la vie sociale, économique et politique des camps qui, comme le souligne Vivian Solana Moreno, tentent aujourd'hui de renégocier leur figure de « femmes révolutionnaires » en défendant notamment l'importance du versement de la dot dans les négociations matrimoniales, gage d'une indépendance économique préservée. Ces efforts, qui s'inscrivent dans ce que l'auteure appelle les « pratiques d'un féminisme quotidien », sont en effet une réponse aux exigences de la vie dans les camps aujourd'hui et témoignent de fortes recompositions économiques et sociales – du fait notamment de migrations masculines importantes – qui touchent la structuration de la famille, les stratégies matrimoniales, les interactions hommes/femmes, l'organisation du travail, etc. Les désillusions de plus en plus marquées, tant dans les camps où les jeunes âgés de moins de quarante ans n'ont connu qu'une vie de réfugiés que dans les territoires occupés par le

Maroc où les perspectives s'offrent uniquement à celles et ceux qui soutiennent ouvertement la marocanité du Sahara Occidental, poussent bien souvent les Sahraouis à l'émigration, en Europe notamment.

C'est le cas de générations de jeunes Sahraouis ayant fait leurs études à Cuba pendant de nombreuses années et qui, peinant à se réadapter à la vie dans les camps de Tindouf, repartent à l'étranger pour trouver des conditions de vie plus conformes à celles qu'ils ont connues dans les Caraïbes, comme l'analyse Alice Corbet dans cet ouvrage. L'émigration a longtemps été tournée vers l'Espagne, pays doté d'une importante diaspora sahraouie et d'un important tissu d'associations de solidarité avec le peuple sahraoui, mais aussi d'associations fondées par des immigrés sahraouis qui, tout en œuvrant à une bonne intégration des Sahraouis en Espagne, tentent d'entretenir la lutte politique. Comme le montre bien ici Carmen Gómez Martín, ces organisations de migrants redessinent activement les contours et les structures de la société sahraouie, et pas seulement en Espagne, et obligent les responsables du Front Polisario à adapter leurs stratégies politiques à ces organisations et à envisager de nouvelles formes de lutte et de prise en compte des voix de la diaspora.

Depuis le déclenchement de la crise économique de 2008 en Espagne, la France a constitué une autre destination privilégiée pour les migrants sahraouis. Ce nouveau « flux » migratoire a notamment été mis en lumière par l'existence d'un campement installé en plein cœur de la ville de Bordeaux en juin 2015. Depuis plusieurs années, une communauté de travailleurs saisonniers sahraouis était présente dans le vignoble bordelais. Ce campement de Bordeaux a mis au jour la précarité de leur situation, matérielle mais surtout juridique, autour de laquelle un réseau de soutien rassemblant des acteurs locaux (associatifs, chercheurs, étudiants, citoyens...) s'est constitué (Querre *et al.* dans cet ouvrage). La présence de ce campement à Bordeaux, au-delà de sa dimension humanitaire, véhicule, de manière inédite, une question de géopolitique internationale assez méconnue du grand public français, dans laquelle la France joue pourtant un rôle de premier plan, au cœur de la vie politique locale. Plusieurs fois déplacé dans la ville, ce campement de jeunes hommes sahraouis porte au grand jour les conséquences de l'irrésolution du conflit : majoritairement issus des camps de réfugiés de Tindouf où ils sont nés et ont grandi, la situation particulière de ces réfugiés, qui se retrouvent dans une nouvelle configuration de camp de réfugiés non plus en Algérie mais en France, ou, reprenant une expression chère à Michel Agier (2014), « ré-encampés », constitue un cas

juridique complexe qui entraîne ces hommes, nés réfugiés et apatrides, dans des procédures longues de demande d'asile dont ils seront majoritairement déboutés mais avec l'impossibilité d'être « renvoyés » dans leur pays d'origine puisque l'État français ne reconnaît pas la RASD.

Culture et communication

Les « Sahraouis de Bordeaux » ont créé leur page Facebook, à partir de laquelle ils mobilisent leurs soutiens locaux mais aussi sensibilisent le public français à la situation de leurs familles restées dans les camps. Des soirées sur la culture sahraouie sont organisées pour sensibiliser et resserrer les liens avec les Sahraouis qui se trouvent dans d'autres villes de France ou d'Espagne. En cela, ils mobilisent des répertoires d'action qui ont largement fait leurs preuves dans l'histoire du conflit. En effet, depuis le début des années 1970, la poésie et la chanson ont été mobilisées par les Sahraouis dans la résistance anticoloniale et dans la construction d'une nation sahraouie, en particulier au cours de la guerre du Sahara Occidental (1975-1991). Et depuis le début des années 2000 et le développement des nouvelles technologies de communication, l'enjeu culturel semble, de manière inédite, occuper le devant de la scène du conflit : tandis que l'État marocain multiplie les projets de promotion de la culture « hassanie » (obtention d'un label UNESCO pour le Moussem de Tan-Tan en 2005, création d'une chaîne de télévision largement dédiée au patrimoine culturel sahraoui en 2004, organisation de festivals et de projets d'édition) dans le cadre d'une nation pluriculturelle (nouvelle constitution de 2011), le Front Polisario compte sur ses poètes et chanteurs pour porter son projet politique, à l'intérieur même de la société sahraouie comme à l'étranger, ainsi que sur une nouvelle génération d'activistes des médias qui portent le conflit sur la scène web.

La poésie étant un mode privilégié d'expression des émotions dans cette société à dominante bédouine, son étude constitue une excellente porte d'entrée dans la compréhension du vécu d'une population confrontée à la guerre, à l'exil et à l'occupation. Tara F. Deubel offre, dans ce volume, un formidable éclairage de cet entrelacement entre création artistique et action politique, à partir d'une longue enquête ethnographique menée dans les camps de réfugiés de Tindouf, mais aussi dans la zone du Sahara Occidental sous contrôle

marocain, au Maroc et dans le nord de la Mauritanie (Deubel 2010). Elle analyse la façon dont les Sahraouis utilisent la poésie pour défendre leur identité culturelle, largement malmenée par un conflit qui s'éternise, pour construire une image de leur projet politique et promouvoir un dialogue transnational. Tant les autorités marocaines que le gouvernement de la RASD veillent sur leurs artistes, n'hésitant pas à inviter des stars de la chanson mauritanienne pour toucher les populations qu'ils contrôlent, encourageant une production poétique officielle par le biais de festivals et de programmes de télévision.

C'est à cette production officielle des poètes des camps de réfugiés de Tindouf que les anthropologues madrilènes Juan Carlos Gimeno Martín et Juan Ignacio Robles Picón se sont intéressés depuis une quinzaine d'années, dans le cadre d'une collaboration inédite avec le ministère de la Culture du gouvernement de la RASD. Le premier rappelle la philosophie et les objectifs de cette collaboration qui consistait à consigner la production des poètes les plus importants des camps de réfugiés, en partant du constat selon lequel ces auteurs étaient en train de disparaître en emportant avec eux leurs œuvres orales, et qu'il était donc urgent d'en garder une mémoire pour les générations futures, la poésie constituant un mode privilégié de transmission des valeurs collectives, des savoirs et plus généralement de la culture sahraouie. Le second propose une analyse réflexive de la réalisation du film ethnographique *Legna: habla el verso saharawi* (« Legna: le vers sahraoui prend la parole ») qui retrace cette expérience de conservation, dans une démarche décoloniale et contre-historique, donc politique. Cette expérience filmique constitue une formidable opportunité de réflexion anthropologique sur la relation d'enquête et l'engagement du chercheur: une relation de confiance qui s'établit, une relation de collaboration, une relation interculturelle dans laquelle le rapport d'enquête classique sujet/objet est renversé en une subordination de l'« enquêteur » aux « enquêtés ».

La culture sahraouie, dans ce contexte particulier, est tiraillée par un double mouvement entre folklorisation – et donc essentialisation – d'une part et innovation d'autre part. Quand les traditions bédouines ouest-sahariennes sont présentées comme authentiques et emblématiques de la population locale, de nouvelles formes artistiques voient le jour, notamment du côté des camps de Tindouf où les jeunes ont été encouragés à inventer une poésie révolutionnaire chantant la nation sahraouie et ses succès et une musique moderne, recourant dès les années 1970 aux guitares électriques et aux synthétiseurs, tout en

revisitant les rythmes traditionnels de la musique ouest-saharienne, comme le retrace finement Violeta Ruano Posada dans cet ouvrage⁷. Mobilisées pour glorifier le pouvoir, les combattants et les martyrs, la poésie tout comme la chanson nationaliste sahraouie peuvent, plus rarement, constituer des médias privilégiés pour critiquer le pouvoir. Cette poésie satirique, voire clairement diffamatoire lorsqu'elle vise par exemple les traîtres qui rallient le camp adverse (Boulay 2016), expose toutefois les artistes à des représailles car considérée comme une menace potentielle à la fragile unité nationale. L'humour et la dérision peuvent alors être des registres intéressants pour critiquer les puissants, notamment en recourant à de nouveaux genres ou formes artistiques comme le théâtre ou le vidéoclip « en mode rap » (Boulay et Dahmi 2017).

Au-delà du dualisme tradition/modernité, c'est bien sûr la question de l'existence d'« une » culture sahraouie qui est ici posée : si un certain nombre de traits culturels sont partagés par les populations de l'Ouest saharien (langue *bassaniyya*, musique de griots, attachement à la tente et à la vie bédouine, port vestimentaire, production poétique, etc.) et ne sont donc pas propres à la population sahraouie, ces éléments sont avancés dans une démarche de différenciation et d'opposition aux cultures et aux langues du Maroc (Mitatre 2011). Quand, dans la zone sous occupation marocaine, ce particularisme culturel sahraoui est progressivement dilué et folklorisé dans une culture nationale marocaine plurielle, il est au contraire brandi comme un marqueur essentiel de différence et de résistance, à même toutefois de s'enrichir de nouvelles formes artistiques et musicales affranchies des canons musicaux et linguistiques ouest-sahariens. Quand aujourd'hui, les jeunes Sahraouis qui ont grandi sous occupation marocaine et ont été scolarisés dans des écoles marocaines ont tendance à perdre la connaissance de la langue *bassaniyya* au profit de l'arabe dialectal marocain et de l'arabe médian, dans les camps de réfugiés de Tindouf, c'est l'espagnol et l'arabe médian qui s'imposent, notamment du fait des migrations importantes des jeunes hommes dans les pays arabes (au cours de leurs études) et en Espagne (avec le rôle de Cuba où de nombreux jeunes Sahraouis ont été scolarisés).

7. Et plus longuement dans sa thèse (Ruano Posada 2016). Voir également Ruano Posada et Solana Moreno 2015.

Finalement, « la » culture sahraouie n'aurait-elle pas tendance à devenir et à se définir, sur la base d'une culture bédouine non exclusive, comme l'ensemble des expressions d'un attachement à une terre et à un projet politique commun de libération de celle-ci, expressions puisant aujourd'hui dans différents registres, dans différentes langues et produites à partir de différents lieux, à l'image de la production des poètes sahraouis de la Génération de l'amitié qui expriment en espagnol, depuis leurs lieux d'exil (Amérique latine et Espagne avec des retours fréquents dans les camps de Tindouf), leur attachement à la terre de leurs ancêtres, terre confisquée, mais aussi leur expérience de l'exil, de l'arrachement et de la découverte d'autres cultures (San Martín et Bollig 2007; Gewinner 2016; et Casielles 2017)?

Ce syncrétisme culturel sahraoui ainsi que ces formes d'acculturation, tantôt douloureusement subies, tantôt vécues comme un enrichissement culturel, trouvent dans les réseaux sociaux et les sites de téléchargement de vidéos des médias particulièrement propices à ce bouillonnement artistique. Le Web semble en effet offrir, depuis une dizaine d'années, un espace (un territoire?) de construction d'une unité politique sahraouie aux expressions culturelles plurielles, longtemps empêchée par le mur et le blocus médiatique imposé dans la partie du territoire sous contrôle marocain, jouant un rôle aussi important que les radios nationales dans les décennies 1970, 1980 et 1990, sur lequel des recherches restent à mener. Aujourd'hui le Web offre également une volumineuse collection de reportages des années 1970 et 1980 sur les fondateurs du mouvement, sur la guerre, l'exode, etc., qui archivent tout en réinventant la mémoire, ou plutôt des mémoires, du conflit, en espagnol et en arabe.

La mémoire du conflit s'écrit également à travers les reportages produits par une jeune génération d'activistes des médias et diffusés soit par les chaînes de télévision officielles, comme Laâyoune TV lancée officiellement en 2004 par les autorités marocaines et ciblant clairement un public hassanophone, ou RASD TV qui voit le jour en 2009 et émet depuis les camps de réfugiés sahraouis *via* le satellite et internet, soit par des agences de presse que l'on qualifierait *a priori* d'« amateurs » puisque animées par des journalistes qui se sont formés sur le tas et non officiellement reconnues par le pouvoir, agences comme Equipe Media, Radio Meyzirat ou encore la Ligue sahraouie pour une information indépendante (*Lâ'iḥa ṣaḥrâwiyya l-i'lâm al-mustaqill*). L'objectif de ces dernières est de couvrir les événements dans les territoires occupés par le Maroc, notamment les manifestations, les violations des droits

de l'homme, les campagnes d'exploitation des ressources naturelles, etc., pour témoigner à l'extérieur de la situation intérieure. Régulièrement emprisonnés, ces activistes des médias sont apparus à visage découvert à partir du campement de protestation de Gdeim Izik (octobre-novembre 2010).

Renouveau, défis de la recherche et perspectives

Les différentes contributions à cet ouvrage témoignent, pour la plupart, d'un renouveau de la recherche sur le Sahara Occidental⁸. De nouveaux objets de recherche sont apparus comme structurants pour les prochaines années : les formes contemporaines d'écriture de l'histoire et de réélaboration (problématique) de la mémoire (Correale 2009) ; les luttes juridiques davantage centrées sur les droits de l'homme que sur le droit international ; les nouveaux répertoires d'action politique qui donnent un nouveau souffle aux luttes collectives, en particulier dans la zone sous occupation marocaine ; les expressions artistiques et les nouveaux médias qui ont fortement impacté l'actualité du conflit et obligé les belligérants à « investir » dans la mobilisation des nouvelles technologies de communication ; enfin les migrations qui sont également à même de reconfigurer la donne politique et le peuplement du territoire à moyen terme.

Si on ne peut que se réjouir de ce renouveau, certains objets restent pourtant sous-étudiés ou apparaissent au gré de l'actualité du conflit. On a déjà évoqué ici le déficit important de connaissances sur l'histoire de la colonisation espagnole, permettant de comprendre comment la relation coloniale s'est instaurée, avec ses contradictions, dans le corps même des sociétés sahraouies, en a conditionné l'histoire et en conditionne le présent. Pour sortir d'une perspective ethnocentrique se focalisant uniquement sur les suprastructures du phénomène colonial, il est de plus en plus urgent que les archives coloniales soient explorées et leur interprétation affinée. Il s'agit de procéder à ce que François Furet (1976) définissait comme « une lecture substitutive », à savoir une étude au deuxième niveau des documents

8. Les seules années 2016 et 2017 ont vu les soutenances des thèses de Violeta Ruano Posada (2016), Enrique Bengochea (2016), Joanna Allan (2016b) et Vivian Solana Moreno (2017a), et sans doute d'autres dont nous n'avons pas connaissance.

d'archives, ce qui permettra de s'inscrire dans l'approche et dans la démarche scientifique que les principaux auteurs des *Subaltern Studies* affirment avec force : donner la voix aux oubliés de l'histoire par le même récit colonial, en soulignant ses contradictions, en mettant l'accent sur l'agir des populations et sur la mémoire que les Sahraouis des camps comme des territoires occupés ont de leur histoire (Correale 2015). De fait, un des défis majeurs des historiens comme des anthropologues et des politistes est que la reconstruction de l'histoire et l'analyse des dynamiques de la société sahraouie se fassent avec la population concernée et non plus sur elle ; qu'on arrête donc de la considérer comme un simple objet de recherche. Dans le même ordre d'idée, on pourrait déplacer le regard sur les deux sociétés en conflit, marocaine et sahraouie, et sur leurs relations en prenant le parti de souligner leurs interactions – historiques et contemporaines – plutôt que leur caractère conflictuel.

Évidemment, nous manquons également cruellement de données statistiques démographiques et socio-économiques, des deux côtés des murs marocains : ces données sont systématiquement vues par les belligérants comme des preuves potentielles de leurs faiblesses ou de politiques souterraines inavouables. Il en est de même des sources sur les armées en présence, leurs infrastructures, leurs armements, etc. Des enquêtes auprès des Sahraouis travaillant pour des institutions marocaines, qu'ils soient ou non partisans de la marocanité du Sahara Occidental, seraient de même très utiles pour comprendre le processus de marocanisation de la population locale par l'emploi. Une enquête similaire sur la situation des immigrés marocains et mauritaniens dans la zone contrôlée par le Maroc serait en outre très riche d'enseignements quant à la tendance de peuplement et de développement à l'œuvre. Une enquête sociodémographique sur les diplômés sahraouis serait très utile pour mieux saisir la situation et les aspirations de la jeunesse sahraouie, largement formée aujourd'hui dans les universités marocaines et algériennes. Enfin, il nous semble que des travaux sur l'islam, ses pratiques, ses élites et la façon dont les pouvoirs mobilisent (ou non) l'argument religieux dans le contrôle des populations, serait aussi éclairant sur l'évolution future du conflit.

Mais c'est toujours la question de l'accès au terrain qui conditionne le développement de ces recherches sur ces nouveaux objets, que l'on parle des camps de réfugiés sahraouis ou des territoires sous occupation marocaine. Si, dans ce second cas, la possibilité d'enquêter librement a toujours été compliquée du fait même de la situation de militarisation du territoire et l'est

de plus en plus dans un contexte international où la monarchie marocaine craint la présence d'observateurs étrangers (journalistes, activistes, défenseurs des droits de l'homme, chercheurs, etc.), dans le premier cas, après la prise d'otages des trois coopérants (une Italienne et deux Espagnols) dans les camps de réfugiés en octobre 2011⁹, les chancelleries occidentales laissent difficilement les chercheurs se rendre sur place et la circulation dans les différentes *wilayat* (provinces) de la RASD est soumise à un contrôle plus strict de la part des autorités, contrôle censé sécuriser la présence des étrangers mais qui, ce faisant, contraint l'accès à la parole des citoyens sahraouis des camps. Mais ces contraintes renforcées présentent au moins l'avantage de pousser les chercheurs à innover en renouvelant leurs objets et leurs méthodes : par exemple, la recherche sur les réseaux sociaux et les productions web permet de surmonter partiellement ces difficultés tout en obligeant à recourir à de nouvelles méthodologies d'enquête « à distance » passant par l'analyse de *corpus* discursifs disponibles qui nécessitent toutefois un effort important de contextualisation.

Finalement, une première étape permettant de faire face aux défis évoqués consistera en la mise en réseau des chercheurs travaillant sur les différentes dimensions du conflit, raison pour laquelle a été prise l'initiative de créer un observatoire universitaire international sur le Sahara Occidental (OUIISO), qui se veut un outil opérationnel de production et de partage de connaissances sur les dynamiques historiques, sociales, économiques et politiques qui traversent ce territoire disputé et sa population. Hébergé à la faculté des sciences humaines et sociales de la Sorbonne (université Paris Descartes), cet observatoire constituera un espace d'échanges académiques, mais aussi de communication avec des acteurs extra-académiques (journalistes, activistes des droits de l'homme, membres des ONG opérant tant dans les camps de réfugiés de Tindouf que dans les territoires occupés par le Maroc, personnels des agences onusiennes, représentants politiques), rapprochant le temps de la recherche du temps de l'action, les chercheurs et leurs travaux des acteurs du « dossier », nourrissant ainsi des discussions de qualité vers, qui sait, de nouvelles perspectives de sortie de crise.

9. Rossella Urru, Ainhoa Fernandez de Rincón et Enric Gonyalons furent pris en otage par le Mouvement pour l'unicité et le jihād dans l'Afrique de l'Ouest (MUJAO) dans la nuit du 22 au 23 octobre 2011 dans le quartier général des camps, Rabbouni, et, après avoir été transférés au Mali où le Mouvement œuvrait, furent relâchés le 19 juillet 2012.